

Modalité d'évaluation pour l'année 2019-2020 :

P.4



Les ministre Tairou Bagbiègue...

...et Atcha-Dédji Affoh

# Le gouvernement situe les élèves des classes intermédiaires sur leur sort

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC N°676 du 20 Juillet 2020  
Prix : 250F CFA

# Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Togo/Filière cotonnière :

# Olam pour l'amélioration des rendements

P.5



## Impact du Covid-19 sur l'économie nationale:



P.4

# Sani Yaya fait l'état des lieux

Appel à une manifestation de rue :

P.3

# La dynamique Kpodzro veut faire diversion



Mise en œuvre des ODD :

# Le Togo parmi les bons élèves

P.6



## COMMUNIQUE

Relatif à l'étude de référence sur l'appréciation des services aux contribuables

Dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Gouvernance Economique (PAGE), une étude de référence sur l'appréciation des services aux contribuables est commanditée par l'Office Togolais des Recettes (OTR). Cette étude vise à recueillir des informations sur la satisfaction des contribuables par rapport aux prestations de services, la perception de la corruption et le consentement volontaire à l'impôt. Elle recueille également les recommandations des contribuables à l'endroit de l'OTR pour l'amélioration de ses prestations.

La collecte de données de cette étude réalisée par le Bureau d'Ingénierie et de Management (BIM Consultance SA) se déroulera du 09 au 18 juillet 2020 via la plate-forme électronique suivante : <https://forms.gle/yotdbR2f8HzeN7Ec6>

Pour la réussite de cette importante opération, le Commissaire Général prie les responsables des entreprises choisies de façon aléatoire par le cabinet de bien vouloir faire remplir ce questionnaire par les personnes identifiées au sein de leur institution qui interagissent habituellement avec l'Office Togolais des Recettes.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration habituelle entre l'Office et le secteur privé pour le bon déroulement et la réussite de cette étude.

Fait à Lomé, le 8 juillet 2020

Le Commissaire Général

*Philippe Koko B. TCHADJE*

8201

[www.otr.tg](http://www.otr.tg)

RECHERCHER POUR S'ABONNER



**#CQFS**

**L'OTR** est désormais disponible sur «**WhatsApp**» pour vos questions, observations et commentaires liés à la fiscalité et à la douane via le numéro

**(+228) 90 99 41 01**



Office Togolais des Recettes - OTR

**Appel à une manifestation de rue :**

**La dynamique Kpodzro veut faire diversion**

Depuis quelques jours l'affaire sur la convocation d'Agbéyomé Kodjo devant la justice défraie la chronique. Certaines informations selon lesquelles Agbéyomé aurait pris la poudre d'escampette ont circulé au point de semer un flou dans l'esprit des Togolais. Qu'est-ce qui justifierait la fuite du candidat de la Dynamique Mgr Kpodzro (DMK) ? Cette information a été clarifiée par la porte-parole Brigitte Adjamagbo-Johnson qui a rassuré qu'Agbéyomé était toujours au pays.



Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo

ses congénères défient la justice arguant que leur candidat ne doit plus se présenter devant une justice sous ordre.

Pour la DMK, Agbéyomé est le président élu. Cette position de la dynamique Mgr Kpodzro prouve à suffisance qu'elle continue de contester les résultats du scrutin présidentiel du 22 février 2020.

Or, au sortir de la troisième convocation devant la justice, la dynamique a été sommée de ne plus contester ces résultats et de se mettre à la disposition de la justice.

Aujourd'hui,

la Dynamique continue de crier sur tous les toits en réclamant mordicus une prétendue victoire. Ce qui blesse les sensibilités et donne lieu à des réflexions, c'est le fait que, la DMK ait eu le toupet de lancer un appel à une marche. Dans son irréalisme, la DMK pense à une grande mobilisation qui pousserait le pouvoir à la démission. Jusqu'où Agbéyomé Kodjo et ses hommes pensent-ils aller dans leurs contestations baroques ?

La question vaut son pesant d'or puisqu'un nouveau bras de fer semble refait surface avec l'appel

à une manifestation politique dans le contexte de la pandémie du coronavirus. Une chose paraît évidente. La DMK est en train de montrer son vrai visage avec des relents funestes aux Togolais qui ont compris ses manèges. Agbéyomé Kodjo, le principal cerveau de ce regroupement a, aujourd'hui, toutes les peines du monde de se défaire de son manteau d'un chef qui aime imposer ses desiderata sans aucune formule de politesse. Avec l'entêtement de ses membres qui veulent à tout prix marcher, il est clair comme l'eau de roche que la DMK est en passe de s'adjuger une victoire qu'elle n'a jamais eu lors de l'élection présidentielle.

Les manipulations et intoxications des membres de la dynamique qui pensent mettre le pays à feu et à sang n'auront aucun incident sur le choix du peuple. Le peuple togolais a fait un choix judicieux en votant à une majorité écrasante

Faure Gnassingbé le 22 février 2020.

Agbéyomé a été tout simplement dégonflé et toute honte bue, il pense monter les campagnes de dénigrement à l'encontre du pouvoir qui est resté serein. La roue de l'histoire tourne et les Togolais ne sont pas amnésiques au point d'oublier les simagrées de Kodjo Agbéyomé et sa bande à la tête de laquelle se trouve un vieillard de prélat sans orientations.

Pour l'instant, aucune date n'a été donnée pour une quelconque manifestation politique de ce groupement.

Dans tous les cas, le ministère de l'administration territoriale n'a pas encore donné son aval pour un tel projet. Et si la DMK se veut être une entité legaliste, le bon sens voudrait qu'elle respecte les instructions données par la justice selon lesquelles nul ne peut plus contester les résultats du scrutin présidentiel du 22 février 2020.

ALASSANI A.

**Décès du Premier Ministre Ivoirien, Amadou Gon Coulibaly :**

**Faure Gnassingbé a assisté aux obsèques de l'illustre disparu à Korhogo**

Alors qu'ils étaient en plein conseil des ministres, le PM Amadou Gon Coulibaly a rendu l'âme suite à une crise cardiaque.

Une mort subite qui a créé une consternation au sein de l'opinion ivoirienne et internationale. Il a donc été conduit à sa dernière demeure vendredi dernier à Korhogo, sa ville natale. Les obsèques de Gon Coulibaly se sont déroulées en présence de plusieurs personnalités dont le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Avec plusieurs hautes autorités, Faure Gnassingbé a participé à la grande prière musulmane qui s'est déroulée à la mosquée Centrale de la ville. Il était aux côtés de son homologue Alassane Dramane Ouattara. Le Chef de l'Etat



Le Président Faure Gnassingbé (g) lors de la cérémonie



Une vue de l'assistance

a également assisté à l'inhumation d'Amadou Gon Coulibaly.

Le président de la

République Faure Gnassingbé a profité de l'occasion pour présenter, au nom du peuple togolais

et en son nom personnel ses condoléances au Président Alassane Dramane Ouattara, à la famille épl-

rée et à toute la nation ivoirienne.

Parmi les membres de la délégation, qui ont accompagné le Chef de l'Etat figurent des collaborateurs comme Yark Damehane, ministre de la sécurité, Gilbert Bawara de la fonction publique, Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des finances et Reckya Maidougou, Conseillère du Président de la République.

La Rédaction



La dépouille du PM ivoirien Amadou Gon Coulibaly

## Impact du Covid-19 sur l'économie nationale:

# Sani Yaya fait l'état des lieux

Le 16 juillet dernier les acteurs du Conseil National du Crédit (CNC) se sont réunis pour faire le point de la crise sanitaire sur l'économie et le social. Au cours de cette rencontre, les acteurs ont analysé les impacts économiques et financiers de la pandémie du Covid-19, la mise en œuvre des dispositions prises par le gouvernement, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et les mesures susceptibles de contribuer à la relance de l'économie nationale.

Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances qui a pris une part active à cette assise a saisi l'occasion pour dresser le tableau de l'environnement

macro-financier dans ce contexte de la pandémie de la Covid-19.

Pour le ministre Sani Yaya, de grandes incertitudes entourent la gravité et la durée de la crise économique qui pourrait engendrer une crise financière de grande ampleur.

Il a expliqué que sur le plan national, les projections laissent apparaître une forte décélération de l'activité économique, avec une perte de croissance de 4,2 points de pourcentage. Selon le ministre Sani Yaya, le taux de progression de l'activité économique est révisé à 1,3% pour l'année 2020, contre une prévision initiale de 5,5%, après un taux de 5,3% enregistré en 2019.

" Si cette prévision se confirme comme nous le

craignons, ce sera le taux de croissance le plus faible de l'histoire économique du Togo au cours de ces dix dernières années. Je rappelle que le taux de croissance économique au cours de la décennie passée s'est établi à 6%, en moyenne " a-t-il souligné tout en rappelant que les secteurs les plus touchés par cette pandémie sont principalement le secteur tertiaire, avec une contribution à la croissance de 0,4%, pour une prévision initiale de 3,9% ; le secteur secondaire, avec une contribution nulle à la croissance économique, contre une prévision initiale de 0,7%.

Pour ce qui concerne l'agriculture, " sa contribution au PIB serait de 0,9%, contre une prévision initiale de 0,8% " selon le ministre



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances

de l'économie et des finances.

Il a aussi fait savoir que le gouvernement a pris des mesures fiscales, douanières et sociales. Le ministre a conclu en rassurant qu'un Fonds National de Solidarité et de relance économique doté d'un montant de 400 milliards de francs CFA a été créé. Ce fonds selon Sani Yaya est alimenté par le gouvernement, les partenaires internationaux, le secteur privé national et international ainsi que toutes les

bonnes volontés. Ce fonds a permis de créer les conditions d'une bonne prise en charge par les hôpitaux des malades de la Covid-19, de renforcer la résilience sociale des populations, à travers la mise en œuvre du programme de transferts monétaires dénommé "Novissi" et de prendre en charge des factures d'eau et d'électricité pour les couches les plus vulnérables, entre autres.

**Nouvelle Opinion**

## Modalité d'évaluation pour l'année 2019-2020 :

# Le gouvernement situe les élèves des classes intermédiaires sur leur sort

Avec l'avènement de la pandémie à coronavirus, l'année académique 2019-2020 a voulu prendre une autre tournure. Mais de justesse, elle a été sauvée par les efforts du gouvernement en partenariat avec l'ensemble du corps enseignant.

Aujourd'hui cette année scolaire, malgré le Covid-19 qui continue par circuler, tire petit à petit à sa fin. Si les candidats des classes d'examen ont encore quelques semaines à passer sur les bancs, ceux des classes intermédiaires quant à eux, n'auront plus à se soucier pour la suite.



Les ministres Bagbiègue Taïrou ....



...et Atcha-Dédji Affoh

Et pour cause, il a été annoncé dans un communiqué du gouvernement que leur évaluation se fera sur la base des résultats scolaires obtenus lors des deux premiers trimestres pour le pri-

maire et le premier cycle du secondaire.

C'est enfin officiel ; le gouvernement dans sa stratégie de lutte contre la pandémie à coronavirus met fin à l'aventure des élèves des classes intermédiaires. Ceux-ci ne peuvent reprendre les cours qu'en octobre 2020.

Les cours ne reprendront plus cette année dans les classes de passage. Une décision qui émane d'un communiqué conjoint du Ministre de l'Enseignement technique, de la formation et de l'insertion professionnelle

et du Ministre des Enseignements primaires et secondaires.

Ainsi selon ce communiqué, ces apprenants seront confrontés à une évaluation spéciale qui se fera sur la base des résultats scolaires obtenus lors des deux trimestres pour le primaire et le premier cycle du secondaire.

Pour ce qui concerne les élèves de la classe de seconde, de première et de ceux des deuxièmes années de formation professionnelle, les enseignants se baseront sur la moyenne du premier

semestre et des notes des évaluations continues du semestre suivant. Au passage, ce même communiqué, précise que cette décision est applicable à tous les établissements publics, privés, confessionnels et privés laïcs du Togo.

Elom

**Nouvelle OPINION**  
 Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité  
 Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC  
 Siège: Adidoadin, PAVée prolongé, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

**Directeur de Publication:**  
 El Hadj TCHAGNAO Arimiyao  
 Cel:91 36 37 55  
 jeantchagnao@yahoo.fr

**Secrétariat de la Rédaction:**  
 Agbékponou Junior

**Rédacteurs :**  
 Tchagnao  
 El Hadj Arimiyao  
 Agbékponou Junior  
 Ramzad  
 Maroine Tchagnao  
 Dalikou Lynda A.

**Imprimerie:**  
 Direct Sprint

**Tirage :**  
 2.000 exemplaires

REPUBLIQUE TOGOLAISE

**INFO CORONAVIRUS**

Pour toute information contactez le numéro vert

**111**  
 Appel Gratuit 24h/24 7 jours sur 7

## Accès à l'eau potable en milieu rural :

# La France appuie le Togo pour plus de renforcement

Le 16 juillet dernier, l'Agence Française de Développement (AFD) a octroyé un montant de 10 millions d'Euros soit 6,5 milliards de francs CFA au gouvernement togolais. Un geste qui s'inscrit dans le cadre de la seconde phase du projet d'amélioration scolaire et rural dans les régions des savanes et de la Kara (PASSCO).



Echange de documents après la signature

Après la signature de la convention PND-EAU/AFD, il y a de cela un mois, et qui a permis de réhabiliter

près de 500 forages et ériger 100 latrines au profit de 70 000 personnes dont 25 000 écoliers, l'AFD appuie de nouveau le Togo. Un appui qui va tou-

jours dans le sens de l'accès à l'eau potable surtout en milieu rural.

Pour cette fois-ci, il s'agira de réaliser 400 nouveaux forages à motricité

humaine, de réhabiliter 200 existants et de construire 200 latrines communautaires pour le bien-être des populations.

Un véritable objectif que s'est fixé le Chef de l'Etat et son gouvernement. Représentant le gouvernement à cette signature de convention, le ministre de l'économie et des finances Sani YAYA n'a pas manqué de remercier les premiers responsables de l'agence pour leurs multiples soutiens vis-à-vis du Togo. Un soutien qui selon lui renfor-

ce les liens d'amitié entre le Togo et la France d'une part, et qui d'autre part cadre bien avec la vision du Chef de l'Etat, celle de faire en sorte que chaque Togolais où qu'il se trouve ait accès à l'eau potable en quantité, sur une distance de moins de 500 mètres.

Rappelons au passage que le taux d'accès à l'eau potable est de 56%, avec de fortes disparités selon les milieux.

Elom

## Togo/Filière cotonnière :

# Olam pour l'amélioration des rendements

Avec l'ouverture à l'investissement privé dans la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT), le groupe Olam a pris le contrôle de cette société qui a apporté un plus à l'économie togolaise. Olam se félicite de la confiance que le Togo place en son groupe et veut saisir cette opportunité pour augmenter la capacité de production des agriculteurs à travers la NSCT.

der mondial de l'alimentation et de l'agro-industrie a eu à faire ses preuves un peu partout dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et de l'Est.

Olam veut apporter un impact positif au monde agricole du Togo, vu ce qui a été fait aux Etats-Unis, en Inde, en Chine, passant par l'Australie et d'autres pays producteurs et consommateurs de coton. Raison pour laquelle à travers ce même communiqué, les responsables d'après leur expérience, n'ont pas manqué de dire que la



capacité de la NSCT peut être renforcée afin d'établir un partenariat entre eux et les agriculteurs togolais dans le but d'augmenter davantage le rendement, d'améliorer

les revenus agricoles et de développer une relation mutuellement bénéfique pour accroître simultanément les moyens de subsistance des petits producteurs de coton.

C'est dire aujourd'hui que le Togo a fait le bon choix qui lui permettra d'atteindre l'objectif de l'axe 2 du Plan National de Développement (PND). Un plan qui a été lancé en mars 2018 par la Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé et qui ambitionne de transformer de façon structurelle l'économie togolaise pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social.

Elom

Et aussi contribuer à l'amélioration des rendements pour en arriver à un plein potentiel du coton sous le leadership du Chef de l'Etat et de son gouvernement. Un engagement et une détermination d'Olam qui permettra dans les jours à venir aux acteurs de la chaîne de mieux jouir de leur travail quotidien.

Le 8 juillet dernier, les premiers responsables de ce groupe, à travers un communiqué, sont revenus sur ce secteur du coton qui regorge d'importantes opportunités de croissance. Un secteur qui, selon les responsables d'Olam, pourra apporter plus à l'économie togolaise. Ce groupe qui est l'actuel lea-



[www.mifa.tg](http://www.mifa.tg)

f @mifatogo

## MIFA, des résultats positifs et un impact significatif





## Table ronde virtuelle sur le Covid-19 :

# Les journalistes ont échangé sur les astuces de lutte contre la pandémie

Une table ronde virtuelle a eu lieu le 15 juillet 2020 sur l'initiative de Africa CDC Afrique (Centre Africain et de Prévention des maladies : une division technique de l'UA) en collaboration avec Global Health Advocacy Incubator et DB Consulting Sénégal (Agence de Relations publiques).



Cette rencontre virtuelle qui a connu la participation de dix pays d'Afrique francophone avait pour thème : "couverture médiatique du covid-19 : Mesures sociales et de santé publique-intérêt, besoins et obstacles pour les journalistes d'Afrique

Francophone ". Celle-ci a offert aux journalistes une opportunité d'échanger sur les idées et astuces de reportages avec leurs confrères et experts impliqués dans la lutte contre le covid-19. Les journalistes ont eu droit à l'exposé du Dr Benjamin

Goudalbaye, chef de la division santé au niveau de CDC Afrique de l'UA.

Dans son développement l'éminent docteur s'est de prime abord, demandé si les communautés comprennent pourquoi les mesures sont nécessaires. Il a également

relevé les obstacles et les impacts dans la lutte contre la pandémie du coronavirus. Benjamin Goudalbaye n'a pas manqué de parler de confinement partiel et général avec les perturbations économiques que cela aurait engendré. Il a aussi fait une analyse approfondie sur les systèmes clé de détection du virus.

Plusieurs interrogations ont fait l'objet de cette table ronde à savoir comment confiner ? Est-ce que les systèmes de santé sont en mesure de prendre en charge la pandémie ? Le Docteur Goudalbaye a donc insisté sur le fait que le rôle du jour-

naliste est très important dans la lutte contre l'épidémie du coronavirus.

L'objectif de cette table ronde in fine, était de fournir aux journalistes africains de la région francophone une plateforme unique d'échanges et de partage d'expériences aux fins d'analyser les opportunités et les défis liés à leur mission journalistique dans le contexte de la pandémie du covid-19.

Ainsi, l'exposé du docteur a été suivi de partage d'expérience de plusieurs journalistes qui ont pris une part active à cette rencontre virtuelle.

**ALASSANI A.**

## Mise en œuvre des ODD :

# Le Togo parmi les bons élèves

Pour un monde socialement équitable, économiquement prospère, inclusif, il a été adopté en septembre 2015 par l'ONU les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Une décision qui a emboîté le pas à celle des objectifs du millénaire dont le but était de couvrir les grands enjeux humanitaires (réduction de la pauvreté, de la faim, des maladies et de l'accès à l'éducation).



Le Président Faure Gnassingbé

Aujourd'hui, cet agenda de développement a fait ses preuves sur la réduction de la pauvreté ainsi que la faim. Bien qu'il y ait une avancée, les OMD ont également montré leur limite. D'où la mise sur pied de ces ODD qui ont bien voulu s'attaquer aux grands défis mondiaux dans leur ensemble. Et pour y arriver, les Nations Unies ont fait bénéficier ce programme des ODD à bon nombre de pays dont le Togo fait bon élève dans six des objectifs sur 17, et ceci avec des résultats nettement perceptibles.

Ces six objectifs sont : l'accès à l'eau salubre et l'assainissement ; l'accès à une énergie propre et d'un coût abordable ; la création de villes et de communautés durables ; la production et la consommation responsable ;

la production de la faune et de la flore terrestre et le renforcement des partenaires pour les objectifs mondiaux.

### L'accès à l'eau salubre et l'assainissement

A travers cet objectif (6), le Togo est arrivé à réhabiliter 2491 anciens forages équipés de pompes à motricité humaine et a construit 906 autres pour le bien-être des populations.

Au niveau de la préservation des ressources en eau, nombreuses sont les installations qui ont été faites par le gouvernement togolais. L'on peut citer entre autre : l'installation d'instruments de mesures à travers la gestion intégrée des ressources en eau ; la mise en place des bassins de la Volta et du Mono dans le cadre de la coopération pour la gestion des eaux transfrontalières.

En matière d'assainissement, il y a l'aménagement du quatrième lac qui a contribué à embellir les quartiers environnants. Notons que toutes ces réalisations ont permis de porter le taux de desserte en eau potable à 56%, avec de fortes disparités selon, les milieux.

### L'accès à une énergie propre et d'un coût abordable

Sur ce niveau, le gouvernement a mis en place une politique énergétique cohérente et réaliste. C'est ce qui lui a permis de lancer en 2017 le projet " CIZO " dont le but est de fournir à de l'électricité à plus de 02 millions de personnes. C'est dire que le pays ambitionne un accès universel de tous les togolais à l'électricité d'ici 2030 avec un taux d'accès de 100% au cours des dix

prochaines années.

Aussi, au cours de la période 2017-2018, les initiatives du gouvernement ont permis de mettre sur pied un projet d'électrification pour 271 localités rurales sur la période 2017-2018. Quatre (04) microcentrales solaires photovoltaïques d'une puissance totale cumulée de 600 KWc ont été également installées de même que 10.000 lampadaires solaires dans les 05 régions du Togo.

### Villes et communautés durables

Pour l'ODD 11 le gouvernement togolais sous le leadership du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé, a doté plus de 5000 habitants de schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme (SDAU). Cette dotation est passée de 31% en 2015 à 37% en 2017. Aussi très préoccupé par le bien-être de sa population, le Togo, à travers ce programme des ODD, a permis la construction de 540 logements sociaux.

Dans la même directive, un centre d'enfouissement technique d'une capacité de 250.000 tonnes d'ordures ménagères par an a été installé. Ceci dans l'intention

d'assurer une bonne gestion efficace des ordures ménagères afin de mieux protéger l'environnement dans son ensemble.

### Production et consommation responsable

Au niveau de la production et la consommation responsable qui est l'ODD 12 parmi les 17, le gouvernement togolais a dans son plan d'action, irrigué plus de 1343 ha de périmètres et de bas-fonds, avec la maîtrise totale de l'eau. Aussi il a aménagé sur une superficie de 1729 ha, des zones d'aménagement agricole planifiée (ZAAP) qui sont au nombre de 20. Ce qui a permis à 2561 producteurs d'accéder facilement à la terre.

### Préservation et restauration des écosystèmes terrestres

Sur ce point, le Togo à travers l'ODD 15 a permis d'augmenter la part des superficies des écosystèmes protégés. De 7% en 2011, elle est passée à 7,4% en 2015. La superficie des forêts aménagées, enrichies ou restaurées, s'est élevée à 7595 ha. 11.712 ha ont été développés pour l'agroforesterie et 450.000 ha de

Suite à la page 7

## Relance de l'UE:

# En l'absence de compromis, les 27 prolongent leur sommet

Incapables de trouver un compromis après deux jours de sommet, les 27 dirigeants de l'Union européenne (UE) ont décidé de jouer les prolongations et de se retrouver ce dimanche 19 juillet à midi, dans l'espoir de dépasser les blocages sur le massif plan de relance post-coronavirus en discussion.



Angela Merkel et Emmanuel Macron, le 18 juillet 2020 à Bruxelles.

Les discussions entre les 27 États-membres de l'Union européenne sur le plan de relance continuent de buter notamment sur les exigences des pays les plus " frugaux ", au grand dam des capitales du Sud.

Ce samedi soir, les dirigeants se sont séparés toujours sans accord.

Le sommet, qui a débuté la veille, était officiellement prévu sur deux jours. Le président du Conseil européen Charles Michel a convoqué les

chefs d'État et de gouvernement à midi ce dimanche.

L'unanimité des États-membres étant requise, un compromis est particulièrement difficile sur le plan de relance, adossé au budget à long terme de l'UE (2021-2027)

de 1 074 milliards d'euros. Charles Michel avait lancé les discussions sur la base d'une proposition révisée offrant davantage de gages aux pays les plus réticents à l'idée de ce plan de 750 milliards d'euros, financé par un emprunt commun, Pays-Bas en tête.

La journée du 17 juillet s'était déjà achevée dans une grande tension face à l'inflexibilité des Pays-Bas. Charles Michel, médiateur du sommet, espérait infléchir la position des récalcitrants en offrant des concessions sur la répartition entre subventions et prêts, ainsi que sur les conditions qui encadrent le versement de l'argent.

Pour tenter d'apaiser le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, le président du Conseil européen a par ailleurs proposé un mécanisme permettant à un pays qui aurait des réserves sur le plan de réformes présenté par un autre État, en contrepartie de ces aides, d'ouvrir dans les trois jours un débat à 27, devant le Conseil européen ou les ministres des Finances de l'UE.

Une réponse au souhait de Mark Rutte, pour garantir la bonne utilisation de ces fonds, de voir ces plans nationaux validés par les 27 à l'unanimité, ce qui offrirait de facto un veto à n'importe quelle capitale. Les États du Sud craignent que cela ne les oblige à se soumettre à un programme de réformes imposé, comme à la Grèce par le passé.

**Les pays frugaux demandent une plus grande réduction des subventions**

Dernier point proposé par

Charles Michel, la réduction dans l'enveloppe globale de la partie subventions au bénéfice de la partie prêts auxquels sont plus favorables les pays frugaux. Mais ils ont provoqué samedi soir l'interruption brutale du sommet en réclamant une réduction plus grande encore des subventions, rapporte notre correspondant à Bruxelles, Pierre Bénazet. Ceci a failli mettre un point final aux négociations mais l'Allemagne affirme que les 27 sont largement prêts à trouver une solution et qu'il faut continuer à y travailler.

Une source diplomatique évoquait ce samedi en fin d'après-midi une " journée de travail apaisée et intense ". Mais dans une vidéo postée sur Facebook, le président du Conseil italien, Giuseppe Conte, s'est montré un peu moins patient. " On est dans une phase de blocage, déclare-t-il. Cela se révèle très compliqué. Plus compliqué que prévu. Il y a encore tellement de problèmes sur lesquels on discute encore et que l'on ne parvient pas à dissiper.

On a une vive confrontation avec la Hollande, mais aussi avec les autres pays frugaux qui ne partagent pas la nécessité d'une réponse aussi substantielle en particulier en ce qui concerne les fameuses subventions. Mais ils mettent aussi en discussion en partie les prêts. Et on essaie d'impliquer tout le monde dans cette perspective européenne "

" Tout le monde doit comprendre, qu'ici ce n'est pas seulement l'Italie qui en bénéficie, pas seulement l'Espagne, le Portugal et les autres pays les plus frappés et moins résilients mais l'Europe toute entière, a poursuivi Giuseppe Conte.

Dans une économie intégrée, on doit tous se relever pour repartir tout ensemble encore plus compétitif, encore plus résilients. On doit le faire au plus vite parce qu'il y a tellement de souffrance dans nos communautés respectives, tellement de déchirures dans le tissu social et productif qu'il faut un remède d'urgence. "

Source : rfi.fr

**Togocel LEGEND<sup>+</sup>**  
**PETIT MAIS COSTAUD**

À **8000<sup>FCFA</sup>** seulement

+800 FCFA de crédit de communication gratuite

Double SIM | Radio FM, MP3 MP4 | Slot microSD jusqu'à 8Go

800 FCFA de communication offerte sur une SIM Togocel avec un téléphone Legend+ : 600 FCFA vers le réseau Togocel et 200 FCFA vers tous les réseaux (valable 1 jour) Pack et téléphone en vente en agence Togocom dans la limite des stocks disponibles.

## Mise en œuvre des ODD :

# Le Togo parmi les bons élèves

Suite de la page 6

surfaces forestières ont été mis sous aménagement durable.

### Partenariats pour la réalisation des objectifs

Pour y arriver, le Togo face à cet ODD 17 a créé en 2012 l'Office Togolais

des Recettes (OTR) et Togo Invest Corporation afin de mobiliser les ressources internes. Aujourd'hui, l'OTR a fait ses preuves car en 6 ans, d'importants défis ont été relevés au niveau de l'économie togolaise avec la réalisation de plusieurs réformes. Ce qui permet de

renforcer les partenariats publics-privés, de maximiser les investissements et d'améliorer le climat des affaires dans le pays.

Au demeurant, c'est dire que le Togo depuis le lancement de ce nouveau programme des ODD n'a cessé de multiplier ses efforts pour

sa réalisation.

D'importants travaux ont été réalisés sur le terrain et au nombre de ses efforts, le pays s'en sort petit à petit avec les résultats des six (06) ODD qui ont impacté le développement socioéconomique du pays.

Junior

**La TdE est enfin arrivée !**

 **TdE  
ADÉTIKOPÉ**

 **TdE  
DJAGBLÉ**

**Bienvenue  
Dans vos  
AGENCES**

**Restez connectés pour  
le démarrage des activités !**

 **COVID-19.**  
Respectons les  
mesures barrières.



**Ensemble, préservons l'eau, source de vie**

53, Avenue de la Libération-Angle rue du Chemin de Fer

BP : 1301 Lomé-TOGO Tél (228) 22 21 34 81/22 21 59 63

Fax (228) 22 21 46 13 E-mail : tdedg1@yahoo.fr

Site web : [www.tde.tg](http://www.tde.tg)



**Joignez-nous sur Whatsapp**

**+228 90 99 41 01**

